

Marine Tondelier : "nous porterons le SMIC à 2000 euros bruts par mois" (LCI)

27 min · Ecologistes

Bonjour à tous, bienvenue si vous nous rejoignez dans cette grande interview d'actualité. Merci d'avoir accepté l'invitation. Merci à vous et je vais exister dans cette matinale aussi pour faire plaisir à vos éditorialistes. Les bases sont lancées. La chef des écologistes vous êtes candidate à l'élection présidentielle. Je précise pour vous être spectateur qu'effectivement, ils peuvent impacter cette interview puisqu'il y a un QR code qui est à leur disposition. Ils scannent et ils flashent. Et puis vous posez toutes vos questions à Marine Tondelier. On y reviendra dans quelques instants. D'abord, je voudrais m'arrêter sur cette information de dernière minute puisque le Népal lance à l'instant une alerte aux inondations après la rupture d'une vaste retenue d'eau. Est-ce qu'une telle situation pour vous pourrait un jour arriver en France ? Est-ce que c'est l'occasion pour vous de tirer la sonnette d'alarme ?

Mais écoutez, je n'ai que des occasions de tirer la sonnette d'alarme. C'est des vagues de canicule qui n'en finissent pas de finir dans notre pays. C'est des incendies inédits, historiques, enjirondes. C'est une tornade dans l'eau de la semaine dernière. C'est là au Népal, c'est dans le monde entier, tout le temps, à chaque instant, que les conséquences du dérèglement climatique sont très palpables. Nous on parlait de menaces pour demain, maintenant c'est aujourd'hui, et nous ne sommes pas prêts. Parce que beaucoup de politiques ne veulent pas voir, ne pas savoir, comme s'ils étaient libres et c'était un sentiment de puissance qu'ils voulaient dégager. Les conséquences, elles, continuent de dérouler et nous

ne sommes pas prêts. Justement, aujourd'hui, vous tenez une conférence avec l'ensemble de l'inter-syndical de pompiers. Votre équipe nous dit qu'il est extrêmement rare que l'inter-syndical s'affiche comme ça avec une personnalité politique. Quel sera le message ? Est-ce qu'il sera de dénoncer les pyromanes en politique comme vous l'avez fait il y a encore quelques jours ? Les pyromanes en politique. Et si oui, qui sont-ils ?

Les pyromanes en politique, c'est celles et ceux qui, par leur action et surtout par leur inaction, on sait qu'une action climatique coûte 5 fois plus cher que l'action, d'ailleurs, par ses conséquences, ne nous protègent pas et ne préparent pas ce pays à la culture du risque qu'on devrait avoir au XXI^e siècle. L'inter-syndical des pompiers, c'est très fort de les avoir tous ensemble, j'en suis ravie, ils ne viennent pas pour me soutenir. C'est nous qui les invitons pour les soutenir, pour leur donner la parole et pour protéger celles et ceux qui nous protègent. Le saviez-vous aujourd'hui, quand il y a beaucoup de maternités qui ferment, il y a des départements, il n'y a plus de maternités, de plus en plus d'accouchements sont faits en urgence par les pompiers. On n'est pas fichu de leur payer des cagoules à 80 euros qui les protègent en les incendies. Ils ont des tenues qui comportent des pifasses qui les mettent en danger. Quand on fait les tests de cheveux des pompiers, ils ont plein de pifasses, ça les rend malades, on le sait. Au Canada, on leur achète des nouvelles tenues sans pifasses. En France, on leur achète des nouvelles tenues avec, comme si on ne s'en préoccupait pas. Et puis aujourd'hui, dans plein de départements, il y a tellement plus d'argent qu'on ne peut plus leur payer d'heures sup. Mais on a besoin qu'ils en fassent. Alors ils sont pompiers la journée, normal. Et puis ils sont pompiers volontaires sur leur heure de repos et leur congé. Tout ça n'est pas digne d'un pays comme la France, ce n'est pas digne de la protection qu'on nous devons aux pompiers. Et donc il y a eu un grand beauvot de la sécurité civile, vous le savez, qui était destiné à

faire plein de propositions qui devaient rentrer en vigueur. Il est fini depuis plus d'un an et rien n'est venu. Donc Sandra Rigol, députée Écolos, a travaillé avec eux à dire la loi que le gouvernement ne fait pas. Nous, on va l'écrire, elle est déposée et maintenant on veut qu'elle soit examinée.

On a demandé un rendez-vous

à Matignon pour une réunion de crise de fin d'été sur ce qui s'est passé cet été parce qu'on veut des

engagements forts de la rentrée. Et donc à suivre, bien évidemment. Je voudrais qu'on revienne effectivement sur le débat d'hier soir, qui a beaucoup marqué les esprits, vous l'avez compris. Vous dites, ce matin aux Français qui nous regardent et qui s'apprêtent à partir travailler, moi présidente, le SMIC sera à 2000 euros brut ? Oui,

2000 euros brut parce qu'aujourd'hui, on a 8,5 % des travailleurs de ce pays qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ça veut dire qu'aujourd'hui en France, le travail ne protège plus de la pauvreté et qu'on a chez les gens qui gagnent le SMIC ou moins, 42 % d'entre eux qui se privent de repas pour des raisons financières régulièrement. 53 % qui ont réduit les portions dans leurs assiettes. Des gens qui travaillent et qui n'arrivent pas à se loger, qui dorment dans leur voiture. Et donc, on ne peut pas se satisfaire de ça. J'entends beaucoup de gens parler de la valeur travail. La valeur travail, c'est aussi que quand on travaille, on ne devrait pas être pauvre. Mais pour qu'il y ait

du travail, il faut qu'il y ait des patrons. Et on a reçu un patron ici, juste à votre place hier matin, c'était Thierry Marx qui nous disait le désarroi de beaucoup de patrons. D'ailleurs, il y a des chiffres qui sont tombés. Ils sont de 33 000, plus de 33 000 à avoir claqué la porte, à avoir perdu leur travail cette dernière année parce qu'ils sont étouffés. Et notamment, il nous a parlé du SMIC, Thierry Marx. La dernière augmentation du mois de juin, il n'a pas réussi forcément à très bien la gérer. Alors, comment on fait pour les patrons

?

Dites-nous premièrement qui va bien dans ce pays parce que des gens qui vont bien et qui se satisfont de la situation actuelle, je n'en vois pas beaucoup. C'est l'héritage de 10 ans de macronisme. Ensuite, si on met le SMIC à 2000 euros brut par mois, oui, ça veut dire qu'il faudra aider des entreprises à payer ses salaires. Je le dis économiquement, l'Espagne a augmenté le SMIC de 47 % quand la gauche arrive au pouvoir récemment. Ça a eu un effet... Alors, il partait pas du même niveau que nous. Ça a eu un effet économique extraordinaire. Comment vous les aidez les patrons ? Parce que les personnes dont on augmente les bas salaires, ils consomment, ils remplissent les carnets de commande des entreprises, ils vont dans les commerces, ils vont au restaurant. Et donc ça, c'est une première chose, ça a un impact positif sur l'économie. Deuxièmement, oui, il faut aider les TPE et les PME. 4 millions d'entreprises dans ce pays. Eh bien nous, on veut alléger leur impôt sur les sociétés parce qu'aujourd'hui, les très petites et moyennes entreprises payent en moyenne 21 % de leur... que c'est un nombre d'exploitations en impôt sur les sociétés. Et les très grandes entreprises, 14, c'est pas juste. Alors c'est pour les entreprises comme pour les Français. Les très riches ont exonéré de plein de choses et paient moins en proportion que les autres. Donc, aller chercher ces TPE. On les aidera. Guichet unique pour les aider, pour les accompagner. Baisse de l'impôt sur les sociétés. C'est notre priorité. Mais en revanche, les grandes entreprises, en revanche, beaucoup plus taxées. Bah aujourd'hui, total, ils payent 0 % d'impôt sur les sociétés en France lorsqu'ils y emploient 30 000 personnes. Donc, il faut m'expliquer, mais c'est vraiment comme les ultra riches dans les entreprises, c'est pareil. Donc nous, on veut une présidence de justice sociale pour les travailleurs, mais aussi pour les entrepreneurs. On veut

que ce soit juste. Il y a d'autres propositions sur la table. C'est la TVA qui montait très fort hier. Vous y étiez, vous l'avez vu. Bah c'est pas juste la TVA. Patrick Martin qui dit que pour rapprocher le net du brut, il faut basculer une partie des charges sur la fiscalité avec 2 % sur la TVA. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? François Hollande, François Hollande qui propose de passer progressivement de 20 à 24 %. Qu'est-ce que ça veut dire

? Les charges que chacun comprenne sur son bulletin de paye, que chacun comprenne. Bulletin de paye. Si vous êtes au SMIC, si vous êtes à 2 fois le SMIC, si vous êtes à 4 fois le SMIC, vous payez pas les mêmes charges. Les charges sont proportionnelles à votre salaire. La TVA, quand vous allez acheter une baguette, une voiture, ce que vous voulez, vous payez le même taux de TVA, quel que soit vos revenus. Donc la TVA, c'est une taxe. C'est très injuste. Ça taxe de la même manière tout le monde, quel que soit ses revenus. Donc c'est pour ça que nous, on préfère des cotisations. Et quand on dit que le salaire net, c'est moins que le brut, il faut rapprocher le net du brut. Je rappelle que ce qui est entre votre salaire net et votre salaire brut, toutes les charges, c'est pas un truc que vous donnez et que vous ne revoyez jamais. C'est du salaire différé. Que vous aurez si vous êtes en congé maternité, que vous aurez si vous prenez des congés, que vous aurez si vous avez la retraite, que vous aurez si vous êtes malade, que vous aurez si vous avez eu un accident dans le travail, une maladie professionnelle. Et donc ceux qui enlèvent des charges, ils enlèvent de la sécurité sociale. Et moi, je peux qu'on paye ses soins par une carte vitale, pas par une carte bancaire. À ce stade, dans

cette campagne, c'est Marine Le Pen qui est jugée comme étant la candidate la plus crédible sur l'économie. On verra pour le Figaro avant le Lébadrière. On verra après si ça reste quand même le cas. Mais bon, visiblement, l'opinion est assez haute à ce sujet-là. Pour Marine Le Pen, c'est pas rien. Pour l'ERN, en termes d'économie, ils partent de loin en termes de crédibilité dans le paysage politique français. Vous l'expliquez comment... Elle nous a donné

des leçons d'argent

public toute la

journée hier, alors que c'est la seule qui est condamnée pour avoir des tournées avec un million d'euros. Il y a une question de perception. On verra l'avant. Qu'elle rende l'argent, qu'après elle nous parlera

de finances publiques On verra avant après, mais il y a une question de perception auprès des Français. Comment vous l'expliquez ça ? Moi, j'ai vu hier que le conseiller

économique du RL, en plus, avait démissionné pendant

le débat du MEDEF. Si c'est pas une question de programme, c'est quels sont les meilleurs candidats ? C'est que vous, vous n'arrivez pas à vous faire entendre. Il est où, ce sujet ? Moi, je pense

que, clairement, le patronat avait choisi le Macronisme. On le sait, ils ont contribué pour beaucoup dans l'élection d'Emmanuel Macron. Parce que certains dans ce pays ont, par leur costume, par leur diplôme, par leur réseau, une présomption de crédibilité. Bon, Macron l'avait. Au bout de 10 ans, je peux vous dire que tous les gens qui tenaient la justice sociale sont écurés, et on l'était dès le départ. Mais celles et ceux qui ont cru qu'il y aura un miracle économique pour la France, en ont aussi eu pour leur argent, en tout cas pour leur déception. Et donc, ils se cherchent un nouveau cavalier. C'était Jordan Bardella, en fait. Et puis là, on voit que Marine Le Pen, quand elle commence à parler des retraites, quand elle commence à parler de ses propositions économiques, le patronat

applaudissait, quand même, très, très modérément. Et y compris sur l'immigration. Parce qu'elle explique qu'elle va arrêter l'immigration. Il y a un rapport du MEDEF qui dit qu'il faut 3,6 millions de travailleurs étrangers pour faire tourner l'économie française en 2050.

Je reviens à vous, en fait. Je reviens à la gauche. Est-ce que la gauche doit s'accorder pour faire passer un budget ou pour le censurer, d'ailleurs

? Déjà, je tiens à souligner qu'hier, il y avait trois candidats de gauche. Il n'y a eu aucune attaque entre candidats de gauche. On ne disait pas tout à fait la même chose. Mais je remarque que ce qu'on dit est quand même convergent et que si on unissait nos forces, on pourrait faire en sorte que ce programme soit mis en œuvre, ce qui est quand même le but quand on fait de la politique. Mais il existe ça d'unir vos forces. Moi, je fais une campagne pour l'écologie, pour l'union. Je ne veux pas passer mon temps dans un comparateur de programme entre les uns et les autres. Je veux qu'on le mette en œuvre pour les gens à qui on doit ça, c'est-à-dire ceux qui votent pour nous et ceux qui ne votent pas pour nous mais qui ont besoin de nous. Pardon, Marie-Toudis, c'est

vous qui me parlez d'unité. À l'instant. Je fais une campagne pour l'écologie et pour l'union. Et je vais continuer. Elles sont parfaitement divisées, vos forces. On le voit bien. Vos forces à

gauche. C'est ce que je dis depuis plus d'un an. C'est pour ça que j'ai proposé une primaire de la gauche à des écologistes. C'est pour ça que j'ai écrit à tous les partis politiques, à tous mes partenaires au début du mois d'août pour leur dire « Discutons, trouvons un chemin de victoire » parce que moi, je ne fais pas de la politique pour avoir un beau programme sur du papier glacé et avoir le plaisir de le présenter aux mes élèves. Je veux le mettre en œuvre. Pour ce qui est maintenant de votre question qui était d'ailleurs... On est fatigué après le débat d'hier, il faut le dire. De se mettre d'accord à gauche au moins pour le budget, soit pour le faire passer, soit pour le censurer. Pour le faire passer, ça va quand même être compliqué. Je rappelle que ce gouvernement n'a rien à faire là, qu'ils n'ont pas de majorité parlementaire. Ils ont décidé... qu'il pouvait s'en affranchir, on voit le résultat. Et puis, surtout, nous, on a été au rendez-vous, à la fin, in extremis, l'année dernière, pour faire passer le PLFSS. On s'est abstenus, on n'a pas voté pour, on s'est abstenus, parce qu'on a eu l'engagement de M. Lecornu qui ne doublerait pas les franchises médicales. Il avait retiré cette proposition, en disant, OK, je retire ça, et vous s'abstenez en échange. On lui a fait confiance, je sais même pas pourquoi, on s'est dit qu'il fallait sortir un peu de ces semaines et ces semaines, on trouvait pas de solution, on a pris nos responsabilités. Cet été, en catimini, il fait passer cette mesure par décret. Et donc, du coup,

cette année, ça donne quoi ? Ça va donner censure des écologistes ? On n'a

pas encore cette proposition de budget, mais il y a quand même peu de chance qu'on soit d'accord. Et le problème, c'est que quand vous mentez, quand on se met d'accord sur un truc et que vous ne respectez pas la règle du jeu que vous avez vous-même fixé, la confiance n'existe plus, donc je lui souhaite

bien du courage. Je vais insister très lourdement. Est-ce que vous

allez censurer ? Madame, vous insitez lourdement pour avoir une réponse sur un budget que je ne connais pas encore. Jean-Luc Mélenchon n'a pas attendu ? C'est sûr. Il est possible de se positionner en amont ? Il y a peu de chance qu'on soit d'accord avec ce budget présenté, mais il n'est pas encore souffré que dans un débat politique. Avant de se positionner sur un budget, on attend d'avoir le texte, mais de ce qu'on en connaît, il y a peu de chance qu'on soit d'accord.

Je ne suis ni Wonder Woman, ni un paillason. Donc, à un moment, ça va bien. A bon entendeur, salut. On va voir ces mots s'afficher. Selon l'opinion, ce sont les mots que vous avez écrits, vous, Marine Tondelier. Un message envoyé en interne. Donc, vous, la patrouille... Droite de méthode journalistique, d'ailleurs. Un paillason, donc, à un moment, ça va bien. A mon entendeur, salut.

J'ai conscience de ne pas être une superhéroïne et d'être une citoyenne qui s'engage avec beaucoup de détermination.

Donc, message en interne. Vous dénoncez les sorties médiatiques de Sandrine Rosso, de Yannick Jadot, l'un va vers Elleffy, l'autre va... Vous savez beaucoup de choses. C'est ce que raconte l'opinion qui a eu accès, du coup, à cette note. Vous avez envie d'envoyer tout... C'est pas une note. Est-ce que vous avez envie de tout envoyer balader ?

Non. Moi, écoutez, je suis une femme politique, je suis la seule femme chef de parti de ce pays, je suis l'une des rares femmes candidates à la présidentielle et je suis, dans mon dernier mois de recès, prête à coucher à tout moment. Donc, inutile de vous dire que je suis concentrée sur l'objectif et que j'ai peu d'occasions de m'appitoyer sur mon sort ou de ressasser toute la journée ce qu'un tel ou l'autre aurait dit. Moi, je suis à l'action. Visiblement, vous ressassez. Visiblement, vous ressassez. Ça m'a pris 35 secondes. Après, j'étais passée à autre chose, notamment la préparation du débat hier et celui d'aujourd'hui avec Impact France et la conférence de presse avec les pompiers cet après-midi. Franchement, ce que je sais en politique, c'est que parfois, la politique, c'est moche. Mais vous savez, on dit beaucoup, ceux qui attendent de la gratitude dans la vie, ne faites pas de politique, prenez un chien. Moi, j'ai deux poules, ça marche aussi. Et voilà, la politique, c'est beau aussi, parfois. C'est des militants qui sont gâchés de la volonté, c'est des idées, c'est de la conviction. C'est précieux, ma famille politique, je l'adore. Après, j'ai aussi le droit de dire quand je trouve que les pratiques sont peu élégantes et j'aurai l'élégance de m'arrêter là.

Mais reste que vous avez une réalité compliquée à gérer, c'est que les écologistes sont pris entre deux stratégies. Le feu pour 2027, se rapprocher de Jean -Luc Mélenchon pour LFP ou miser sur Raphaël Glucksmann. Moi, je vais vous poser la question à vous. Vous allez me dire, je suis candidate, je n'ai pas à dire que je vais voter pour l'un ou pour l'autre, certes, mais on va quand même se lancer. Parce que vous êtes aussi la patronne des écologistes et que visiblement, il y a un besoin de clarification. Entre Jean -Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann, vous... Ce n'est pas

une clarification.

Si. Vous, en tant que capitaine des écologistes, vous choisissez qui ?

Écoutez, moi, je n'ai pas envie de faire la campagne de Jean -Luc Mélenchon spécialement, je n'ai pas envie de faire spécialement une campagne de M. Glucksmann, j'ai envie de porter l'écologie. C'est le travail de notre mouvement. On a une stratégie claire. Premièrement, porter l'écologie dans cette campagne, ce que je vais faire, au maximum de mon énergie, tous les jours qu'il le faudra. Deuxièmement, faire qu'il y ait un chemin de victoire possible pour notre camp. Possible pour notre camp. Et si ce chemin existe, nous en serons, j'en prends l'engagement ici devant vous. Et troisièmement, de faire en sorte que l'extrême droite n'arrive jamais à l'Élysée. Vous connaissez mon histoire qui parle pour moi, ça fait 12 ans que je les combats à Inangomon. Une fois que je vous ai dit ça, Mme Carroër...

Marine Le Pen, dans tous les cas de figure, en l'Etat, contre tous les candidats, c'est du jamais vu potentiellement dans un tel éventail d'hypothèses, c'est un sondage IFOP qui le dit pour LCI cette semaine, Marine Le Pen, dans tous les cas de figure, elle gagne. C'est pour ça que les écologistes

ont

la responsabilité de dire, est -ce que peut -être on pourrait se dire qu 'on a des différences entre nous, c 'est vrai, mais examiner, explorer la possibilité d 'un chemin de victoire, c 'est ce qu 'on fait depuis plus d 'un an. Peut -être que les militants écolos se posent plein de questions, mais ils ont raison de se poser des questions. J 'ai fait 5000 km en Val -Electric cet été, la rencontre de nos électeurs. Tous les électeurs de gauche se posent les mêmes questions que nous. Ils disent qu 'on préfère un tel, on est choqués par ça, on n 'est pas à l 'aise avec ça, mais comment on fait pour gagner ? C 'est la question que se posent les écologistes.

Est -ce qu 'il n 'est pas venu

l 'heure du choix ? Si vous voulez, en sortant, j 'arrête tout, je vais me coucher et je reviens dans 6 mois. Moi, j 'ai décidé de me battre aux côtés des écologistes et au service de mon camp politique, qui est la gauche. Je veux que nous gagnions, nous prendrons les bonnes décisions pour vous dire aujourd 'hui à quelle date ce sera et quelle décision ce sera. C 'est trop tard, cette élection n 'est pas décantée. On ne sait même pas qui sera le candidat socialiste. Et donc, on attend d 'avoir les éléments pour prendre les bonnes décisions. En attendant, je suis en campagne, prédéterminée et pour l 'écologie.

C 'est quoi, la deadline ? On vous dit maintenant où on habite.

Prenez votre carte chez les Verts, faites -vous l 'élire au Conseil fédéral et vous déciderez cette date. C 'est ce que vont faire 150 de nos cadres internes dans les jours qui viennent. On prend les décisions ensemble et c 'est pour ça qu 'elles seront bonnes. Par ailleurs, pendant des années, on était très seuls sur l 'écologie. On nous disait, l 'écologie, plus personne en parle. C 'est un sujet, mais avez -vous envie de porter ça ? Aujourd 'hui, Jean -Luc Mélenchon a décidé de mettre l 'écologie au coeur de sa campagne et que Raphaël Luxman aussi. Nos sujets sont devenus sans trop à gauche, sans trop pour la France, pour nos enfants, pour notre ami. Marine Tondelier,

certes, vous me dites, je ne vais pas jeter les ponges en sortant de ce studio. Je ne vous souhaite rien de tel, mais vous nous dites qu 'à terme, il y aura un choix à faire. A terme, vous n 'y aurez pas un choix à faire. Attendez, Mme Carroert, on s 'arrêtera 5

minutes. On est sur la création, aidez -moi à comprendre. Il n 'y a qu 'à faire, il n 'y a rien. Il y a une candidature autonome et il y a rejoindre un autre candidat dont on pense qu 'il pourrait gagner. Si vous pensez que Jean -Luc Mélenchon peut gagner, si vous pensez que M .Luxman peut gagner, prenez votre carte chez eux. Je constate que personne ne gagnera seul et que le simple fait que ces deux candidatures aillent jusqu 'au bout fait que la gauche ne sera pas au 2e tour et qu 'elle ne gagnera pas la présidentielle. Quand je vois qu 'il a gagné, j 'ai des boules. Si aujourd 'hui, je dis que j 'ai choisi Zizib ou Zizibi, ça incite l 'un et l 'autre à continuer leur truc jusqu 'au bout et donc à emmener tout le monde dans le mur. Je suis écologiste. La raison pour laquelle je pourrais dire que je rejoins telle ou telle campagne, c 'est parce qu 'un chemin de victoire est possible. Aujourd 'hui, les choses ne s 'écrivent pas. Notre candidature sert aussi à ça, à dire, attendez, les copains, on emmène tout notre camp politique dans le mur pour la 3e fois. On sait comment ça se passe, on sait que les mêmes causes entraîneront les mêmes conséquences et on va se planter la 3e fois et on dira à nos électeurs qui n 'auraient pas vu venir, qui aurait pu prédire qu 'on serait pas au 2e tour ? Je voudrais qu 'on

parle d 'un homme, Xavier Bertrand. Il a dit qu 'il était candidat. Il l 'a dit avant d 'assurer qu 'il ferait une déclaration plus tard pour la faire en bonne et due forme. Il est le président de la région des

Hauts -de -France. Vous ferez rayer avec lui, autant dire très régulièrement. On

est d'accord sur des trucs, sur le fait qu'on est antifasciste. Vous lui

dites comme Edouard Philippe, bienvenue, bon courage et bonne chance, Xavier Bertrand, dans cette campagne.

La politique, c'est l'élégance. Mais on voit que les candidatures se multiplient et je vois que le débat sur la primaire, qui a été enterré à gauche, resurgit à droite. La droite a l'intelligence de se dire qu'on est beaucoup et qu'ils ont une perte, ils ont le pouvoir. Vous allez voir qu'ils vont organiser un processus pour se départager pour qu'il n'en reste qu'un. Avant de passer au français, j

'ai une dernière question. Vous avez pas aimé, mais j'y vais quand même. Vous avez dit au près de Darius Rochebain que vous seriez prête à passer à des actes de désobéissance si le RN arrive au pouvoir. C'est dire votre opposition au Rassemblement national. Est-ce que vous seriez prête à voter Edouard Philippe, vous aviez Bertrand, Bruno Retailleau, Gabriel Attal pour faire barrage à Marine Le Pen ?

Vous me parlez d'Edouard Bertrand. J'ai voté pour lui au 2e tour des régionales dans les Hauts -de -France. Il a fait le FD dans l'autre chance. Des hommes politiques que j'ai entendu conspirer, quand ils vont me demander pour eux, ça va être difficile à gauche. Je sais dans quel camp je me situe, le camp antifasciste, mais j'aimerais pouvoir voter pour la gauche au 2e tour. C'est pour ça que j'ai publié un manifeste en avril qui s'appelait ce que nous devons à nos électeurs. C'est pour ça que j'essaie, quand la primaire est enterrée, de retrouver un chemin de victoire et de coopération. Il y a beaucoup de différences entre M. Gluckman et M. Mélenchon, mais est-ce qu'elles sont plus importantes que le fait d'abdiquer sur l'hypothèse de gagner et de mettre en place ce qu'on raconte ? Je ne pense pas, et c'est pas ça qui atteint nos électeurs. Vous pouvez compter sur moi et la famille écologiste qui nous a dit qu'on ne lâchera pas

le manque. On a la question de Jules de Biarritz, qui nous dit qu'il va augmenter les taxes sur l'électricité une fois que les Français vont majoritairement utiliser des voitures électriques pour compenser le manque de taxes liées au carburant.

Si vous avez une voiture électrique, vous le savez, et si vous voulez en acheter une, faire une charge de voiture électrique, ça coûte beaucoup moins cher que faire un plan de carburant. Le problème de quelqu'un qui va acheter une voiture électrique, c'est de pouvoir s'acheter la voiture parce que le gouvernement a supprimé l'isign social. Il y a 0 €, Gabriel Attal disait hier que ce n'était pas vrai. J'ai revérifié 4 fois, pour lui, c'est vrai. Il saurait bien qu'il soit au courant. Ce n'est pas vraiment ça, le coût de l'électricité. C'est plutôt le problème pour votre chauffage au quotidien. C'est aussi le problème du prix du gaz et du pétrole. On est dans une société de dépendance. Quand vous ne faites pas la transition, les Français se sur-endettent climatiquement parce qu'ils ne payent plus la facture. Jean

-Philippe, à Angers, vous demande que proposez-vous aux agriculteurs lorsqu'une sécheresse rend leurs récoltes impossibles ? Combien d'hectares doivent-ils renoncer à irriguer ? Quelle culture doivent-ils abandonner ? La ministre de l'Agriculture a réuni les préfets hier et va annoncer un plan d'urgence le 3 septembre prochain. Si c'était urgent, je ne

le présenterais pas le 3 septembre. Le premier candidat à présidentiel, René Dumont, avait fait son clip de campagne. Il y en avait qu'un, de toute la campagne. Chacun avait une vidéo qui passait à la télé avec un verre d'eau. Ce verre d'eau est précieux parce que bientôt, nous n'en aurons plus. C

'est exactement ce qui se passe. C 'est pas de la faute des écologistes qui n 'ont cessé d 'alerter. Il faut travailler sur des solutions d 'adaptation. J 'ai entendu des anneries là -dessus. Je ne suis pas contre stocker de l 'eau dans mon jardin. J 'ai un réservoir d 'eau de pluie. Quand il pleut, je prends la pluie pour arroser mes salades. Mais je suis contre les mégabatines qui puissent se faire de l 'eau et dont l 'eau s 'évapore quand il fait chaud. Les agriculteurs le savent, je discute avec eux. En 2050, on cultivera du maïs en France comme on le faisait dans les années 90. Les cultures évoluent. Les viticulteurs abandonnent leurs pieds parce qu 'il fait trop chaud. On a des vines dans les Hauts -de -France. C 'est le climat. Une autre question.

Angier, je suis fonctionnaire. A 10 ans, le point d 'indice est bloqué pour moi. Je suis rattrapée par le SMIC. Qu 'ont -ils dégelé ?

Les salaires en France ont stagné depuis 15 ans. Pour les fonctionnaires, quand on les prend à l 'inflation, ils ont baissé à peu près 6 %, c 'est un scandale. C 'est avoir peu de reconnaissance pour le travail de notre État. Il tient un bout de bras parce que les hommes et les femmes décident de s 'y engager. Vous ne le faites pas pour l 'argent, mais on vous doit des rémunérations. On vous devra un outil de travail décent, que vous soyez respectés par vos élus, qu 'ils vous lâchent pas en pâture comme certains ministres ont fait. Merci pour ce que vous faites. Si on fait

l 'union ? Une question concernant la chasse. C 'est encore un homme ! Vous le faites exprès. Ce matin, je me suis dit que je ne fais que des questions. Il y a deux femmes en plateau. Aide -vous toujours

contre la chasse ? A titre personnel, je ne chasse pas. C 'est pour ça que je suis végétarienne. Je ne mange pas ce que je serais incapable de tuer. Je ne mange pas de viande. Je suis pour l 'interdiction immédiate de toutes les chasses barbares, comme la chasse à courre, la chasse à la glu. Il y a différents types de chasse. On peut pas tolérer le déterrage des blaireaux. Je suis pour un jour sans chasse par semaine parce que la nature doit être partagée. Je vois aujourd 'hui des cyclistes qui disent que je ne vais plus faire de vélo de dimanche parce que j 'ai trop peur des balles. Les parents vont plus les promener en forêt pour laisser la place aux chasseurs. J 'ai envie qu 'ils puissent accéder à la nature autrement. Je conseille aussi à ceux qui tiennent aux chasses mais qui se disent qu 'il faut être moins cruel à la chasse photographique, qui donne de belles photos et qui permet de passer de bonnes journées dans la nature.

Bonjour. Je vous ai suivi hier avec Amélie depuis le cours Philippe Châtrier.

Je tremble de votre

verdict. Non, pas du tout. J 'aime bien regarder vos propositions. Il y en a d 'autres comme le SMIC à 2000 euros. Je ne sais pas si vous êtes une candidate de la croissance ou de la décroissance.

Est -ce que ce mot a encore un sens ?

Oui, clairement.

Quand on se réfère au PIB. Vous savez bien qu 'aujourd 'hui...

Vous avez une déformation naturelle de la dépense publique si vous voulez réussir à la financer.

On va se redire la vérité. Aujourd 'hui, il y a 150 milliards de déficit par an.

5 points de PIB. Une partie

vient du coéquile en coût du Covid.

La moitié vient des retraites de la fonction publique.

Attendez. Sur les 150 milliards, pour qu'on ait un rapport de force, il y a chaque année 62 milliards de recettes en moins par les baisses d'impôts du macronisme. C'est la Cour des comptes qui le dit en 2023. Ca veut dire que ces baisses de recettes représentent la moitié du déficit annuel de la France. Hier, on était face à des entrepreneurs. Si les chiffres de sa société ne sont pas bons, ils ne vont pas se dire de supprimer des ventes. Ils vont regarder comment on met en adéquation les coûts de structure et les recettes. Ils ne vont pas commencer par baisser les recettes. Il y a un truc abérant de dire qu'on est en situation difficile. On supprime 62 milliards de recettes par an alors qu'on a un déficit à 150 milliards. Il y a un truc qui ne va pas.

Vous souhaitez qu'il y ait de la croissance pour générer des richesses ? Vous, vous le souhaitez. Je veux qu'il y ait de la justice. C'est la seule solution.

Je suis pour que certaines choses croissent et que certaines choses décroissent. Je suis pour le nom de mon programme de prospérité. C'est ça qu'on doit viser, la prospérité. Ce serait une bonne guerre, ça relance l'industrie. Un incendie, c'est super, ça fait de la croissance.

C'est la théorie de la vie de cassée.

Si, on en est là. On est les deux, les guerres et les incendies. Ca fait de la croissance. Quand le SMIC est augmenté de 47 % en Espagne, que ça relance la consommation, et donc l'économie, c'est une croissance juste.

Les éléments de croissance que vous me citez sont des éléments de choix politiques. Parce que je ne

vis pas la croissance pour la croissance, je vise le bonheur, la prospérité, l'avenir de vos enfants et que la planète reste habitable. Le coefficient de Gini, qui mesure le taux d'inégalité dans nos sociétés, il baisse dans tous les pays d'Europe sauf la France. Il n'est pas très élevé

chez nous. Plus on est proche de 0, moins on est inégalitaire. Plus on est proche de 1, plus on est inégalitaire. La

France, en France, on est le seul pays d'Europe où les inégalités progressent. Si vous trouvez ça normal, moi non, je me battrais pour qu'on inverse. On

ne vous mettra pas d'accord. On a encore 8 mois devant nous. Merci d'avoir été avec nous. On peut continuer à la sortie. Voilà le rendez-vous. Merci d'avoir accepté l'invitation. Merci à vous de nous regarder. Rendez-vous dès lundi matin à 8h24 pour l'interview.